DÉCISION DE L’AFNIC

tourizoom.fr
Demande n° FR00033

I. Informations générales

Nom de domaine objet du litige : tourizoom.fr

Date d’enregistrement du nom de domaine : 13 juin 2008.

Le Requérant : Société VocalenVision

Le Titulaire du nom de domaine : Mme Elisabetha F.

Bureau d’enregistrement : ONLINE SAS

II. La procédure

Une demande déposée par le Requérant auprès de l’AFNIC a été reçue le 10 décembre 2008, par le biais du service en ligne de résolution des cas de violations manifestes des dispositions du décret du 6 février 2007.

Conformément au règlement de la procédure de résolution des cas de violations manifestes des dispositions du décret du 6 février 2007 (ci-après le Règlement) l’AFNIC a validé la recevabilité de cette demande, a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l’ouverture de la procédure au Titulaire le 15 décembre 2008.

Le Titulaire n’a pas adressé de réponse à l’AFNIC.

Le 6 janvier 2009, le Collège PREDEC de l’AFNIC (ci-après le Collège) s’est réuni rendre sa décision.

III. Argumentation des parties

i. Le Requérant

Selon le Requérant, l’enregistrement du nom de domaine < tourizoom.fr > par le Titulaire, constitue un cas de violation manifeste de l’article R. 20-44-45 du décret du 6 février 2007 (ci-après le Décret) :

« Article R. 20-44-45 : Un nom identique ou susceptible d’être confondu avec un nom sur lequel est conféré un droit de propriété intellectuelle par les règles nationales ou communautaires ou par le présent code ne peut être choisi pour nom de domaine, sauf si le demandeur a un droit ou un intérêt légitime à faire valoir sur ce nom et agit de bonne foi. »
Dans sa demande, le Requérant indique :

1- La compagnie Tourizoom Inc a été régulièrement enregistrée en Californie à la date du 14 avril 2008 après un enregistrement des statuts dans l’État du Nevada le 14 mars 2008.

2- La compagnie Tourizoom Inc a été en contrat avec la société roumaine Web Actor, dirigée par M. Lucian G du mois d’avril au mois de mai 2008, pour faire suite au rachat par la compagnie Tourizoom d’une partie des activités de la société américaine VocalenVision Inc appartenant au groupe Continam Communication.


5- Sur chacune de ces adresses url, M. Lucian G a ensuite mis en ligne le contenu d’un courrier électronique rédigé à son intention par Mme Hélène L., Vice-présidente de la compagnie Tourizoom Inc. Cette publication de correspondance privée est assortie du titre et de l’avertissement suivants, (repris sans modification) :

   • « Email reçu de la part de Tourizoom actionnaire principal de VocalenVision France Réponse contradictoire en attente de Web Actor « Bientôt sur ce site vous allez trouver l’historique ainsi que les pièces (Emails, enregistrements téléphoniques) que nous apportons à notre dossier pour rétablir la vérité. »


7- La société VocalenVision Sarl, dépositaire de la marque Tourizoom, a également enregistré celle-ci comme enseigne commerciale au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris.

8- La société VocalenVision a lancé le lundi 8 décembre 2008, l’exploitation en langue française de son site www.tourizoom.com. Une campagne de publicité de plus de 100 000 euros et une campagne de presse vont relayer ce lancement.

9- Étant entendu que M. Lucian G ne peut en rien démontrer un intérêt quelconque sur l’adresse www.tourizoom.fr, hormis la volonté de nuire à la notoriété de la compagnie Tourizoom, ainsi que cela est clairement affiché dans le préambule précédant le texte de la correspondance privée publiée sur le site www.tourizoom.fr, étant donné le préjudice manifeste d’image que la marque et l’enseigne commerciale Tourizoom déposée et exploitée par la société VocalenVision Sarl auraient à subir par le maintien du contenu mis en ligne par M. G., la société VocalenVision Sarl demande à l’Afnic de bien vouloir faire procéder dans les meilleurs délais à la restitution de ces deux adresses à son légitime propriétaire.

ii. Le Titulaire

Le Titulaire n’a pas adressé de réponse à l’Afnic.

IV. Décision

Conformément aux dispositions du Règlement et notamment son article II) vii), l’Afnic statue au vu des seules écritures et pièces déposées par les deux parties.

A la lecture des pièces fournies par le Requérant, le Collège a constaté que:
- Le Requérant est titulaire de la marque française « TOURIZOOM » n° 08 3 592 067, déposée auprès de l’INPI le 31 juillet 2008.

Le Collège considère que le Requérant n’a pas démontré qu’au moment du choix du nom de domaine par le Titulaire (le 13 juin 2008), ce nom de domaine était identique et susceptible d’être confondu avec un nom sur lequel est conféré un droit de propriété intellectuelle.

A défaut d’éléments fournis par le Requérant sur l’absence d’intérêt légitime du Titulaire à faire valoir sur ce nom de domaine et sur sa mauvaise foi, le Collège a décidé qu’il ne s’agissait pas d’un cas de violation manifeste de l’article R.20-44-45 du Décret.

La transmission du nom de domaine <tourizoom.fr> au Requérant a été refusée.

V. Exécution de la décision

Conformément à l’article (II) (viii) du Règlement, l’AFNIC notifie par courrier électronique et postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d’enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

Conformément à l’article (II) (viii) du Règlement, l’AFNIC notifie par courrier électronique la décision à chacune des parties.

Le 6 janvier 2009,

Mathieu WEIL - Directeur Général de l’AFNIC